



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget de l'État

Question au Gouvernement n° 1127

Texte de la question

CROISSANCE

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Roux, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Bruno Le Roux. Monsieur le Premier ministre, vous venez de le dire, les dernières semaines ont apporté des informations qui confirment le redressement de notre pays et redonnent espoir à nos concitoyens. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Je ne comprends pas pourquoi ce genre de choses semble toujours vous apparaître comme une mauvaise nouvelle pour la France ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Sur l'emploi, les dispositifs mis en place par le Gouvernement : contrats d'avenir, contrats de génération, CICE, réforme du marché du travail, permettent d'ores et déjà d'amorcer l'inversion générale, tant attendue par les Français, de la courbe du chômage.

Sur la croissance, ensuite, le temps de la récession, de la panne que vous avez connue pendant toutes ces années est aujourd'hui révolu.

M. Jean-François Copé. On rêve !

M. Bruno Le Roux. Ceux qui observent l'économie de notre pays réévaluent ses perspectives de croissance sur la base de la politique que vous menez, monsieur le Premier ministre.

Sur les finances publiques encore, avec la gauche, le déficit diminue.

M. Jean-François Lamour. Tout va bien !

M. Bruno Le Roux. Il sera à la fin de l'année inférieur à 4 %, ce qui mettra fin à la gabegie de ces cinq dernières années, qui ont vu s'accumuler 600 milliards de dette supplémentaires dans notre pays.

Sur la protection sociale, enfin : à l'heure où la droite nous propose la retraite à 65 ans, nous permettons aujourd'hui, en la consolidant, d'offrir de nouveaux droits aux salariés.

Monsieur le Premier ministre, la ténacité, la détermination et le volontarisme produisent des résultats. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Quand certains, à droite, évoquent des instincts meurtriers à votre égard, ou à l'égard du Gouvernement, propos absolument irresponsables et qu'aucun d'entre eux n'a condamnés, nous voulons vous dire, pour notre part, la mobilisation de la majorité autour de tous les dispositifs qui permettent le redressement du pays et nous vous demandons de les confirmer à l'aube de ce nouveau budget 2014. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Deflesselles. Bref, tout va bien !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le président Bruno Le Roux, vous me donnez l'occasion de prolonger la réponse que j'ai apportée au président Jacob. Oui, c'est vrai, nous avons demandé un effort aux Françaises et aux Français.

Plusieurs députés du groupe UMP . Ah oui !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre* . J'assume ces choix, qui sont ceux du redressement de notre pays : redressement financier, redressement de notre appareil productif, engagement de profondes réformes, comme celles de l'éducation et de la transition énergétique, et dans le même temps volonté de tout faire pour sauver notre modèle social et républicain. Ce n'est pas une partie facile. Il faut beaucoup de détermination, de constance, de persévérance, mais vous venez de le dire : sur le plan financier, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé un déficit de 5,3 %. Dès 2012, nous l'avons ramené à 4,8 %. En 2013, il sera de 4,1 %.

M. Philippe Cochet. Tout va bien !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre* . L'objectif du budget 2014 est de le ramener à 3,6 %, puis, à la fin du quinquennat, à 1,7 %. Cet effort, nous le faisons pour redonner à la France ses marges de manoeuvre et sa totale souveraineté par rapport aux marchés financiers. Mais nous le faisons sans casser la reprise de la croissance. Vous y faites allusion et vous avez raison : non seulement les chiffres du second trimestre sont positifs mais les derniers indicateurs de l'INSEE sont là pour prouver que la reprise de la croissance est en marche. Ce n'est surtout pas le moment de faiblir et de renoncer

Il y a près d'un an, après le rapport Gallois, j'ai présenté le pacte pour la compétitivité, la croissance et l'emploi, ainsi que le crédit d'impôt, l'organisation en filières, la réforme de la formation professionnelle, la banque publique d'investissement, le soutien aux PME : tout cela est en marche et doit se poursuivre. Cet effort, mesdames et messieurs les députés de la majorité, je vous invite à l'amplifier dans le budget 2014. C'est essentiel.

M. Christian Jacob. Et les impôts ?

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le président Bruno Le Roux, vous le savez, comme tous ceux ici présents : nous serons jugés sur les résultats en matière d'emploi. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Les chiffres vont dans la bonne direction, y compris ce mois-ci. C'est grâce aux emplois aidés... (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Un peu de calme, je vous prie.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*et aux emplois d'avenir, mais aussi au retour de la croissance. Alors, je vous le demande : poursuivons l'effort entrepris, redonnons de la confiance, redonnons du travail, redonnons de l'emploi et la France repartira de l'avant. C'est à cet effort de solidarité et de mobilisation que je vous appelle et que j'appelle les forces vives du pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD. – Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1127

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 octobre 2013](#)